

LE FAIT
DU JOUR

Un exercice durant deux jours à quelques kilomètres de l'Yonne

LE FAIT
DU JOUR

Une centrale face aux risques nucléaires

Prévention

Hier et avant-hier, comme tous les cinq ans, la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, située dans le Cher à la frontière de l'Yonne, et les pouvoirs publics ont simulé une crise de sûreté nucléaire. L'exercice avait pour objectif d'assurer le maintien des savoir-faire des équipes EDF et de tester la cohésion des divers services amenés à collaborer en cas d'accident nucléaire. Immersion dans une catastrophe nucléaire.

Daphine Simonneau
daphine.simonneau@centrefrance.com

Il est 7 heures, ce jeudi, à la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, dans le Cher, à une trentaine de kilomètres de la commune icaunaise de Treigny-Perreuse-Sainte-Colombe. Dans une salle de simulation, réplique de la salle de commande réelle, les premiers participants à l'exercice de crise s'installent. Face à eux, des écrans, des dizaines de boutons, des alarmes... Ils vérifient tout, avant le lancement de l'exercice.

À 8 heures, le scénario commence. Ironie du choix retenu par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et EDF : la centrale se trouve hypothétiquement privée d'électricité. Les nombreux systèmes d'alimentation de secours diesel sont en rade. Urgence ! Les 60 personnels d'astreinte, la quarantaine de personnes des services nationaux d'EDF et la colonne de la force d'action rapide du nucléaire (Farn) doivent maintenir le réacteur suffisamment froid pour éviter toute fuite de matière radioactive dans l'air.

À 9 h 30, la préfecture du Cher est prévenue. Le centre opé-

rationnel départemental (COD) se met en place. Autour de la table, Franck Moirardeau, directeur de cabinet du préfet, échange avec des membres de l'IRSN, des pompiers, des gendarmes, des représentants de la centrale, de l'Éducation nationale... « Dans un premier temps, il faut s'assurer de bien comprendre, parce que le fonctionnement d'une centrale est très technique, explique Franck Moirardeau. Ensuite, il faut se pencher sur les évolutions possibles, pour prendre les mesures adéquates. »

Tester la population

Tout est une question d'équilibre. Prendre les mesures nécessaires, « sans aller jusqu'à l'excès, au risque de traumatiser les populations pour rien », souligne le directeur de cabinet. En début d'après-midi, « nous passons à la phase de communication avec le public. »

À 14 h 30, la préfecture prend la décision de confiner la population dans un rayon de 5 km autour de la centrale. Une notification FR-Alert est envoyée sur les téléphones portables présents dans la zone concernée. « Ce message explique la bonne conduite à suivre. »

En parallèle, des moyens sont déployés sur le terrain. « Il faut installer des panneaux, déplacer des effectifs pour barrer les accès et assurer une voie d'accès pour les secours », liste Franck Moirardeau.

Vers 16 h 30, après avoir fait face à divers aléas techniques imaginés par les scénaristes, les équipes de la centrale, appuyées par la Farn, constatent que le réacteur est toujours refroidi. L'exercice prend fin.

Dans la réalité, il faudrait encore s'occuper de la population. Hier, le service départemental d'incendie et de secours, secondé de militaires et de l'IRSN, « environ 150 personnes », précise Nicolas Bouckaert, directeur départemental du Sdis 18, prend en charge des bénévoles jouant des civils irradiés.

Une colonne est formée, pouvant tester 80 personnes par heure. Après un premier test, les personnes contaminées entrent dans une tente, où elles sont déshabillées et douchées. « Les vêtements sont 90 % de la contamination. Ils sont mis dans des sacs et envoyés dans le cycle de gestion des déchets radioactifs », explique Nicolas Bouckaert.

Après ce test externe, le parcours continue dans un camion de l'IRSN, où des sondes permettent notamment de tester l'état de la thyroïde, premier organe impacté par les radiations. Une fois ce dernier test passé, les joueurs se dirigent vers un médecin, qui leur indique la marche à suivre en cas de contamination interne et prescrit, si besoin, des médicaments. L'exercice est terminé. Et la cohésion des services prouvée. ■



TEST. L'exercice a englobé tous les aspects d'une crise réelle, de la première alerte jusqu'à la prise en charge des populations civiles locales. PHOTOS DELPHINE SIMONNEAU

Neuf communes icaunaises sont exposées à la radioactivité

Dans l'Yonne, sept communes se trouvent à moins de 20 km de la centrale de Belleville-sur-Loire (Cher).

Il s'agit des communes de Lavau, Saint-Fargeau, Saint-Martin-des-Champs, Bléneau, Saint-Privé, Moutiers-en-Puisaye et Treigny-Perreuse-Sainte-Colombe.

C'est pourquoi des cellules d'information au public (CIP) ont été mises en place sur lesdites communes, le temps de l'exercice grandeur nature mené à Belleville-sur-Loire (lire ci-dessus). Ce dispositif était également mis en œuvre dans le Cher, la Nièvre et le Loiret.



RISQUES. Sept communes de Puisaye sont menacées dans l'Yonne, en cas d'accident à la centrale de Belleville. PHOTO DELPHINE SIMONNEAU

Deux autres communes du nord de l'Yonne sont, elles, situées à proximité d'un autre site nucléaire, celui de la centrale de Nogent-sur-Seine (Aube). Il s'agit de Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes et de Perceigne.

Des campagnes de distribution d'iode stable

L'ensemble des neuf communes icaunaises n'a pas bénéficié de la dernière campagne de distribution d'iode stable de septembre 2024, car aucune ne se trouve à l'intérieur d'un rayon de 10 km autour d'une centrale. En revanche, elles avaient bien fait partie d'une précédente campagne de

distribution d'iode destinée aux communes distantes de 10 à 20 km d'une centrale nucléaire, en février 2021.

Organisées régulièrement par les pouvoirs publics depuis 1997, ces distributions sont à but préventif. Elles ont lieu via les pharmacies, où le retrait s'effectue gratuitement, sur présentation d'un justificatif de domicile. La prise d'iode stable permet de protéger les personnes contre les dangers des iodures radioactifs en cas d'alerte nucléaire. En cas d'incident, la pastille doit être ingérée immédiatement lorsque la consigne est donnée par le préfet. ■

La force d'action rapide du nucléaire, c'est quoi ?

Olivier Le Roux est le directeur de la force d'action du nucléaire (Farn).

■ **Qu'est-ce que la Farn ?** La force d'action du nucléaire est une entité créée en 2011 par EDF à la suite de l'accident de Fukushima (au Japon, NDR).

■ **Qui sont les agents de la Farn ?** Les 300 agents de la Farn sont des volontaires. Ils sont tous employés dans des centrales, et partagent leur temps à 50 % à la Farn et à 50 % à leur emploi en centrale. Chacun des quatre services peut compter sur cinq colonnes de quatorze équipiers chacune, qui se relaient pour les astreintes.

■ **Comment fonctionne-t-elle ?** La Farn peut intervenir en 24 heures sur n'importe quelle centrale du parc. Elle est autonome dans ses déplacements grâce à une palette de moyens. Comme des « Manitou », qui permettent de charger et décharger notre matériel, mais aussi de déneiger ou dégrader des routes encombrées par des arbres, par exemple. Nous avons aussi des barges qui peuvent supporter des charges de 6 tonnes, pour intervenir sur des sites inondés. Les camions partent toujours avec 72 heures de carburant supplémentaire, trois jours de rations par personne et même des remor-



DIRECTEUR. Olivier Le Roux est ancien colonel des sapeurs-pompiers de Paris.

ques Télécom pour installer notre propre réseau.

Nous avons aussi des partenariats. Airtel nous fournit un hélicoptère type Cougar. Le groupe Intra, lui, nous met à disposition des engins robotisés téléopérés, qui servent à la reconnaissance du terrain à distance, sans mise en danger de nos équipes.

■ **Où se situe la Farn ?** La Farn est composée de quatre services régionaux. À Paris, en Normandie ; à Burgé, dans l'Ain ; à Civaux dans la Vienne et à Dampierre-en-Burly, dans le Loiret. Il y a aussi une direction, à la capitale. ■